

Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

Nous continuons à concentrer nos efforts sur la demande concernant les tarifs de distribution d'Enbridge Gas pour les cinq prochaines années. Les interrogatoires préalables sont en grande partie terminés, et la prochaine étape sera la négociation d'un règlement. L'examen de la demande progresse de telle sorte que la Commission de l'énergie devrait pouvoir rendre sa décision d'ici la fin de l'année.

*Par ailleurs, dans trois dossiers concernant les tarifs de distributeurs d'électricité, nous avons obtenu pour les écoles des **économies d'environ 450 000 \$**.*

Plusieurs autres petits distributeurs d'électricité devraient présenter des demandes au cours du prochain trimestre, et Toronto Hydro fera de même au quatrième trimestre. L'examen de toutes ces demandes se déroulera dans le contexte de changements fondamentaux du mix énergétique en Ontario, qui auront des répercussions pour toutes les écoles.

AFFAIRES COURANTES - GAZ NATUREL

EPCOR - Tarifs de distribution - 2023. Juste après la fin du premier trimestre, la Commission de l'énergie a rendu une décision concernant la demande de modifier rétroactivement l'entente selon laquelle EPCOR devait maintenir des tarifs stables pendant 10 ans pour ses clients d'une nouvelle zone de distribution située dans la partie sud de la péninsule Bruce.

La Commission a refusé tout ajustement rétroactif des tarifs, mais elle a autorisé un ajustement à compter de 2023. EPCOR ne pourra toutefois récupérer que la moitié de son manque à gagner, et seulement jusqu'à ce que le rendement de ses capitaux propres atteigne environ les deux tiers du niveau approuvé.

À l'heure actuelle, les renseignements disponibles concernant la nouvelle zone de distribution ne nous permettent pas d'évaluer les économies réalisées pour les écoles à la suite de cette décision.

Enbridge Gas - Tarifs de distribution - 2024-2028.

L'étude du dossier le plus important de l'année, qui concerne les tarifs sur 5 ans de l'entreprise issue de la fusion d'Enbridge et d'Union Gas, se poursuit étape par étape, et chaque jour apporte de nouvelles révélations.

Enbridge demande des hausses de tarifs s'élevant à des millions de dollars pour les écoles, alors que notre société est en pleine transition énergétique (c'est-à-dire qu'elle délaisse progressivement les combustibles fossiles). Enbridge demande notamment l'autorisation de hausser sa marge bénéficiaire, car elle prétend devoir assumer des risques accrus. Par ailleurs, elle insiste pour que ses clients assument entièrement le risque que ses investissements deviennent irrécupérables, et elle ne prévoit pas de ralentir ses dépenses en immobilisations, même si cela pourrait réduire ce risque.

En résumé, nous en sommes à un point d'inflexion, tant pour Enbridge que pour ses clients.

En plus de demander d'importantes hausses de ses revenus, Enbridge compte aussi harmoniser les tarifs entre les anciennes zones tarifaires d'Enbridge (Golden Horseshoe et Ottawa) et d'Union Gas (presque tout le reste de la province). Cela se ferait par étapes, le tout devant être terminé en 2025.

Enbridge a maintenant communiqué des chiffres étonnants concernant uniquement la première moitié de son plan d'harmonisation. Les tarifs des quelque 500 écoles de l'ancienne zone nord d'Union Gas **diminueraient** d'au moins 30 %,

soit environ 3 millions de dollars (M\$) par année, tandis que les tarifs des quelque 1 100 écoles de l'ancienne zone sud d'Union Gas **augmenteraient** de 20 % à 60 %, pour un total d'au moins 5 M\$. Pour leur part, les tarifs des quelque 2 500 écoles des anciennes zones tarifaires d'Enbridge **diminueraient** d'environ 3 %, soit un peu moins de 1 M\$ par année.

En 2025, Enbridge proposera d'autres ajustements de ses tarifs, mais nous n'avons pas de détails à leur sujet. Il est clair que les écoles finiront par se protéger contre ces hausses, essentiellement en réduisant elles-mêmes leur consommation de combustibles fossiles. Toutefois, jusqu'à ce qu'elles y soient parvenues, nous continuerons à nous opposer aux propositions d'Enbridge.

Après les interrogatoires par écrit (au cours desquels plus d'une douzaine d'intervenants ont posé des milliers de questions), des interrogatoires oraux ont eu lieu en mars pendant une conférence technique qui a duré 8 jours. Enbridge a maintenant soumis une partie de ses réponses aux questions écrites, et le dossier de cette affaire renferme désormais plus de 20 000 pages de documents.

La négociation d'un règlement aura lieu au mois de mai. Notre avocat Mark Rubenstein devrait à nouveau compter parmi les principaux négociateurs représentant les intervenants. Étant donné l'importance des enjeux, un règlement complet est peu probable, mais la négociation pourrait permettre de régler certains aspects techniques du dossier. Par la suite, des audiences d'une durée de 5 semaines sont prévues en juin et en juillet, et les parties déposeront leurs arguments écrits au cours des deux mois suivants. La Commission de l'énergie devrait rendre sa décision au quatrième trimestre.

Une deuxième étape se poursuivra en 2024. Elle permettra de terminer l'harmonisation des tarifs à l'échelle provinciale et de régler plusieurs autres questions.

Tous nos avocats, soit Mark Rubenstein, Jay Shepherd et Jane Scott, représentent les écoles dans cette affaire.

Enbridge Gas - Programmes de conservation.

La première réunion du groupe chargé de surveiller les programmes de conservation

d'Enbridge est maintenant prévue pour le mois d'avril. Notre avocat Jay Shepherd fait partie de ce groupe. En vue de la réunion, il a pris contact individuellement avec des représentants de groupes environnementaux et de groupes de clients et avec des membres du personnel de la Commission de l'énergie, afin de coordonner les objectifs des diverses parties.

AFFAIRES COURANTES - ÉLECTRICITÉ

Elexicon Energy - Tarifs de distribution - 2023.

Une audience a eu lieu en mars concernant la demande d'Elexicon, qui souhaite dépenser plus de 70 M\$ afin de moderniser son réseau dans la région de Whitby, ce qui ferait augmenter les tarifs des écoles d'environ 30 %. Les parties déposeront leurs arguments écrits en avril et en mai, et la Commission de l'énergie devrait rendre une décision au troisième trimestre.

L'enjeu est la modernisation en bloc du réseau de distribution de Whitby pour qu'il puisse répondre aux besoins concernant la recharge de véhicules électriques, les panneaux solaires et d'autres utilisations semblables. Bien que nous soutenions l'orientation globale du projet, nous allons insister pour que sa mise en œuvre soit échelonnée avec soin afin de réduire ses répercussions pour les clients. Par ailleurs, les écoles sont des chefs de file dans ce domaine, particulièrement dans des endroits comme Whitby, où beaucoup de nouvelles écoles sont en construction. Nos avocats Jane Scott et Jay Shepherd représentent les écoles dans ce dossier.

Toronto Hydro - Tarifs de distribution - 2025-2029.

À la fin de l'année, alors même que s'achèvera l'examen du grand dossier d'Enbridge, Toronto Hydro déposera cette autre demande d'une grande portée. Des consultations initiales sont déjà en cours entre Toronto Hydro et les diverses parties prenantes, dont nous faisons partie. D'après les premières informations disponibles, la proposition prévoira d'importantes dépenses en immobilisations ainsi que des hausses des coûts de fonctionnement de l'entreprise.

Un autre élément pourrait aussi être intéressant, car Toronto Hydro examinera sans doute attentivement la décision de la Commission de l'énergie concernant la demande d'Elexicon dont

nous venons de parler. En effet, si cette décision était favorable à l'entreprise, cela pourrait encourager Toronto Hydro à s'engager dans une modernisation rapide (et coûteuse) de son réseau de distribution.

Ontario Power Generation (OPG) - Coûts liés à la rémunération. Après la décision de la Cour supérieure de justice qui a invalidé la loi limitant les hausses salariales des travailleurs du secteur public, OPG a demandé à la Commission de l'énergie d'approuver un mécanisme qui lui permettrait de récupérer toute hausse de ses coûts liés à la rémunération. Comme, en général, les niveaux de rémunération d'OPG sont déjà largement supérieurs à la moyenne, nous nous opposerons à cette demande.

Tarifs d'autres distributeurs. Les demandes concernant les tarifs sur 5 ans de PUC Distribution (Sault Ste. Marie) et Bluewater Power (Sarnia) ont fait l'objet de règlements complets. La demande présentée par EPCOR pour la région de Collingwood a fait l'objet d'un règlement partiel, et une audience sur les enjeux restants a eu lieu au premier trimestre. En attendant la décision que la Commission de l'énergie devrait rendre au deuxième trimestre sur la demande d'EPCOR, nous avons obtenu jusqu'ici pour les écoles des **économies d'environ 450 000 \$.**

AUTRES QUESTIONS

Transition énergétique. L'affaire d'Enbridge est loin d'être la seule dans laquelle l'abandon progressif des combustibles fossiles joue un rôle essentiel (tout comme la résistance que suscite cette réalité, du moins dans le cas d'Enbridge). De leur côté, de nombreux distributeurs d'électricité, dont Elexicon, Alectra et Toronto Hydro, envisagent d'importantes dépenses en immobilisations afin de s'adapter à la transition énergétique. Il ne s'agit pas seulement de mettre à niveau ou de moderniser les réseaux de distribution locaux pour qu'ils puissent

transporter des charges plus élevées; il faut aussi reconfigurer ces réseaux en fonction de nouvelles charges et sources d'énergie (comme les batteries, les véhicules électriques et les panneaux solaires).

La Commission de l'énergie a récemment publié un premier rapport sur les mesures de réglementation qu'elle compte prendre dans ce domaine, mais l'information que contient ce rapport est encore préliminaire. Dans le même esprit, la Commission tient aussi une série d'ateliers sur l'électrification et ses répercussions pour les entreprises de services publics. Nous nous tenons au courant de tous les faits nouveaux dans ce domaine à mesure qu'ils surviennent.

Jay Shepherd
Mark Rubenstein
Jane Scott

Au nom de la Coalition de l'énergie des écoles

Vous avez des questions?

Communiquez avec une des personnes suivantes :

Brian McKay (sec@oesc-cseo.org)

Jay Shepherd (jay@shepherdubenstein.com)

Mark Rubenstein (mark@shepherdubenstein.com)

La Coalition de l'énergie des écoles est inscrite à titre d'intervenant officiel auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario pour représenter les 72 conseils scolaires de l'Ontario. Son rôle est de protéger les intérêts financiers des conseils scolaires lorsque les entreprises qui distribuent du gaz naturel et de l'électricité demandent à la Commission d'approuver des hausses de leurs tarifs.

La Coalition est représentée par l'avocat Jay Shepherd, qui consulte régulièrement le directeur général de la CSEO.

Le directeur général,

Ted Doherty

Courriel : solutions@oesc-cseo.org